

Criminalité et délinquance enregistrées en août 2008

Le calendrier des publications régulières de l'observatoire national de la délinquance (OND), comme le bulletin mensuel ou le rapport annuel, dépend principalement de la disponibilité des données statistiques qu'il exploite dans le cadre de sa mission d'étude des phénomènes de délinquance. Au cours des premiers jours de janvier, la direction centrale de police judiciaire (DCPJ) transmet à l'OND les chiffres sur les faits constatés de crimes et délits enregistrés au cours de l'année civile qui vient de s'achever et, vers le 15 du mois, l'OND est en mesure de diffuser son bilan annuel sur l'évolution du nombre de faits constatés selon les trois indicateurs qu'il a défini : atteintes aux biens, atteintes volontaires à l'intégrité physique et escroqueries et infractions économiques et financières¹.

Dès le mois de février, l'OND reçoit, toujours de la DCPJ, les données mensuelles provisoires du mois de janvier. Il les intègre alors aux données mensuelles provisoires des mois précédents qu'il a au préalable révisées à partir des données annuelles définitives. Le texte de présentation méthodologique de la révision des données mensuelles provisoires a été publié en février 2007² et, depuis, il est suivi d'une vérification semestrielle dont la plus récente accompagnait le bulletin mensuel³ du mois juillet 2008.

Les autres données mensuelles que l'OND propose dans son bulletin sont, en matière de délinquance enregistrée, les statistiques sur les contraventions constatées par la gendarmerie nationale transmises par la DGGN (direction générale de la gendarmerie nationale), sachant que l'OND attend toujours de la DGPN (direction générale de la police nationale) les chiffres sur les contraventions dressées par les services de la police nationale. Pour compléter ces informations, l'OND publie aussi les données mensuelles extraites de la main courante informatisée (MCI) de la DGPN et de la préfecture de Police de Paris.

Comme l'OND l'explique depuis sa création en 2003, les statistiques administratives, et en particulier celles sur les faits constatés, ne peuvent pas suffire à rendre compte de l'évolution de la délinquance puisque, par définition, il s'agit uniquement de la délinquance portée à la connaissance de la police et de la gendarmerie.

S'il n'est pas possible de mesurer directement la délinquance commise, on peut s'adresser à ses victimes potentielles afin d'elles déclarent l'ensemble des faits qu'elles ont subis au cours d'une période donnée, que ceux-ci aient été ou non suivi d'une plainte. On mène pour y parvenir des enquêtes dites de « victimation », un type d'enquête créé aux Etats-Unis et qui s'est aussi particulièrement développé en l'Angleterre et au Pays de Galles.

En partenariat avec l'INSEE, l'OND conduit un programme d'enquêtes annuelles qui permet de demander directement à un échantillon de ménages et de personnes de 14 ans et plus ce dont ils ou elles ont pu avoir été victimes au cours des deux années précédant l'enquête. Les atteintes pouvant être abordées dans ce cadre sont les atteintes aux biens (vols et destructions, dégradations) et les atteintes aux personnes (violences physiques ou sexuelles, menaces ou injures).

Les premiers résultats de l'enquête qui s'est déroulée en 2007 et qui portent sur les années 2005 et 2006 ont été publiés le 12 novembre 2007 dans le troisième rapport annuel de l'OND. Cette date de publication avait été décidée afin de pouvoir disposer à la fois de toutes les statistiques administratives existantes et surtout d'éléments extraits des enquêtes de victimation.

L'OND rappelle que la disponibilité rapide des statistiques sur la délinquance enregistrée par rapport à celles des enquêtes de victimations ne leur donne pas de prééminence sur ces dernières. En novembre 2008, lors de la publication du 4^e rapport annuel de l'OND, les évolutions des faits constatés en 2007 qui ont été publiés en janvier 2008, seront comparées à celle mesurées par l'enquête de victimation que l'INSEE a mené de janvier à mars 2008.

L'OND a un souci constant de transparence et de pédagogie. Il fait toujours état des limites des chiffres dont il dispose. C'est pourquoi les questions de méthode occupent une place importante dans ses publications.

Alain BAUER,

Criminologue, Président du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance

•••• (1) Voir http://www.inhes.interieur.gouv.fr/fichiers/OND_BulletinAnnuel_2007.pdf [1]

(2) Voir http://www.inhes.interieur.gouv.fr/fichiers/OND_BulletinMensuel_fev07_complementMetho.pdf [2]

(3) Voir http://www.inhes.interieur.gouv.fr/fichiers/OND_BulletinMensuel_juil08.pdf [3]

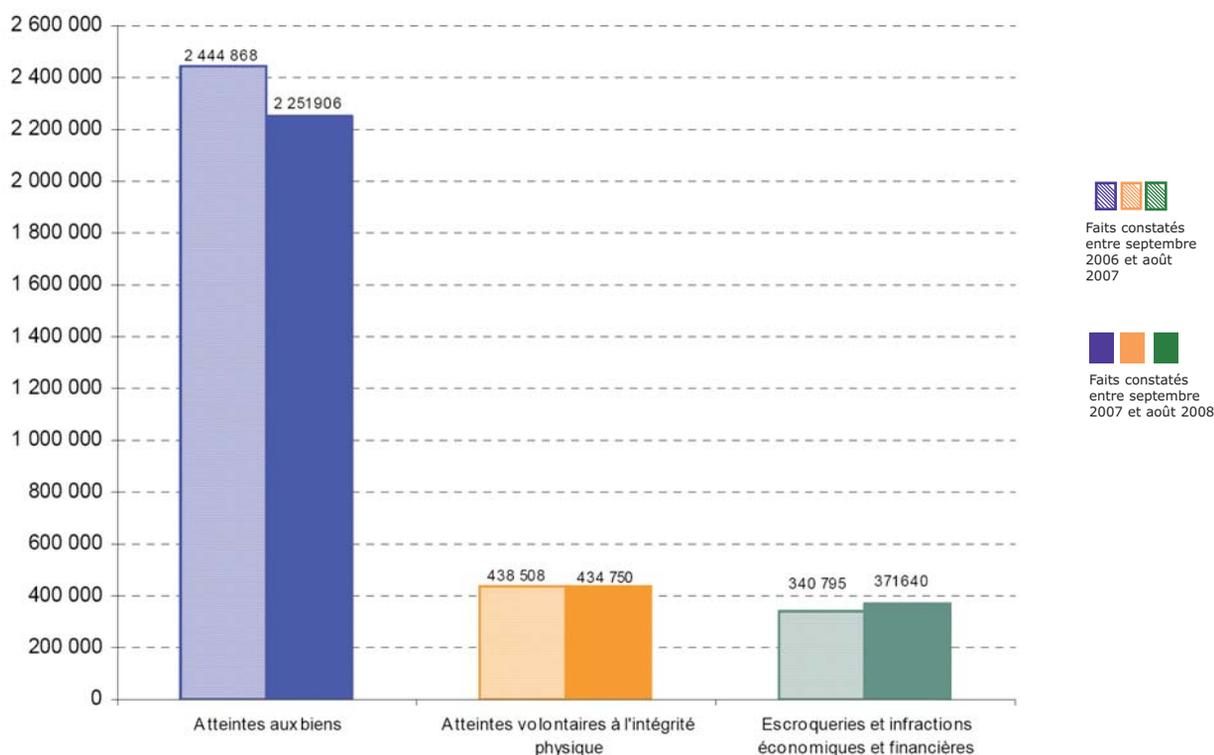
Les commentaires sur les indicateurs d'activité propres aux services de police et aux unités de la gendarmerie (faits élucidés, gardes à vue, mis en cause, écrous et infractions révélées par l'action des services), réalisés par les directions générales de la police et de la gendarmerie nationales, sont désormais insérés à l'intérieur du bulletin mensuel, sur un support séparé.



LES ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES TROIS INDICATEURS DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA DÉLINQUANCE

Un certain nombre de faits constatés ne peuvent être comptabilisés qu'en fin de semestre. Les données mensuelles sont donc provisoires. L'OND les corrige a posteriori afin de tenir compte du décalage qui existe avec les données définitives connues (voir [2]). Cette correction concerne les mois appartenant à un semestre échu, car, pour réviser les données mensuelles, il faut disposer des données définitives. Les statistiques des mois du semestre en cours, celles de juillet et août 2008, pour le présent bulletin, sont intégrées sans correction. Elles seront révisées à la fin du semestre, en janvier 2009, lorsque les données définitives du second semestre 2008 seront disponibles. La révision s'accompagne toujours d'une vérification de la précision des données publiées en cours de semestre qui n'étaient alors que partiellement révisées (voir [3]).

Graphique 1a : Les faits constatés d'atteintes aux biens, d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, et les escroqueries et infractions économiques et financières lors des deux dernières périodes de 12 mois disponibles.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Note de lecture : Les dernières données mensuelles extraites de l'état 4001, l'outil d'enregistrement des crimes et délits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie, sont celles du mois d'août 2008. Elles forment avec les données mensuelles de septembre 2007 à juillet 2008, la dernière série de 12 mois consécutifs. L'évolution des différents indicateurs de l'observatoire national de la délinquance se mesure en comparant les faits constatés au cours de ces 12 derniers mois disponibles avec les 12 mois précédents (période allant de septembre 2006 à août 2007).

En août 2008, en comparant les faits constatés par périodes de 12 mois consécutifs, il apparaît que les atteintes aux biens sont en baisse de 7,9 % (soit - 192 961 faits constatés), que les atteintes volontaires à l'intégrité physique sont en légère diminution de 0,9 % (soit - 3 757 faits constatés) et que les escroqueries et infractions économiques et financières sont en hausse de 9,1 % (soit + 30 845 faits constatés).

Pour chaque indicateur de l'OND, les taux de variation sur 12 mois mesurés en août 2008 s'inscrivent dans la continuité du ou des mois précédents : la forte diminution du nombre d'atteintes aux biens enregistrées se poursuit à un rythme d'environ - 8 %, la baisse des faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique se stabilise à un niveau de près de - 1 %, et la hausse des infractions enregistrées de type escroqueries et infractions économiques et financières s'accélère à nouveau.

Depuis mai 2008, la baisse du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens sur 12 mois est de l'ordre de - 8 %. Une variation d'une telle ampleur était à cette date une première sur la période étudiée par l'OND (il dispose de données depuis 1996). Elle représente près de 200 000 faits constatés de moins sur un an. Le nombre d'atteintes aux biens enregistrées au cours des 12 derniers mois, soit 2 251 906, correspond aussi à une valeur inédite depuis 12 ans ⁴. Il diminue de façon continue depuis 5 ans. Le rythme de la baisse a été multiplié par deux entre mars 2007 et mai 2008.

De septembre 2007 à août 2008, environ 1 703 000 vols sans violence et 105 200 vols violents ont été enregistrés, soit respectivement 75,6 % et 4,7 % des atteintes aux biens constatées sur la période. Le nombre de vols sans violence enregistrés a baissé de 8,1 % par rapport aux 12 mois précédents (soit - 150 018 faits constatés) et celui des vols violents de 11,8 % (soit - 14 047 faits constatés). La diminution du nombre de faits constatés de destructions et dégradations est un peu moins forte : elle s'établit à - 6,1 % sur 12 mois (soit - 28 895 faits constatés).

Depuis trois mois, le taux de variation sur 12 mois des différents types d'atteintes aux biens est relativement stable : il se situe à un niveau un peu supérieur à - 8 % pour les vols sans violences, il est de l'ordre de - 12 % pour les vols avec violences et de - 6 % pour les destructions et dégradations.

Pour le second mois consécutif, la baisse des faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité enregistrées est voisine de - 1 % sur 12 mois. Elle se situait à un niveau un peu supérieur, - 1,4 %, en juin dernier. Elle est comprise entre - 0,5 % et - 1,5 % depuis mars 2008. Cette période de baisse modérée contraste avec celle qui l'avait précédée : de juin 2003 à novembre 2007, les faits constatés de violences et menaces avaient été en hausse continue.

L'inversion de tendance a eu lieu au cours du second semestre 2007. Elle est due à la forte baisse des faits constatés de violences physiques crapuleuses (les vols violents) et au ralentissement de la hausse des faits constatés de violences physiques non crapuleuses. En août 2007, les premières étaient en diminution de 7,4 % sur 12 mois et les secondes en hausse de 8,7 %. En un an, le rythme de la baisse des violences non crapuleuses a gagné plus de 4 points et, inversement, celui de la hausse des faits de violences non crapuleuses a été divisé par 2. Le nombre de faits de ce type est en augmentation de 4,2 % sur les 12 derniers mois (soit + 9 047 faits constatés).

De 2005 à 2007, les faits constatés de violences sexuelles étaient en baisse : leur nombre sur 12 mois est passé de près de 26 000 en janvier 2005 à 23 000 en octobre 2007, soit plus de 10 % de baisse en moins de trois ans. Depuis octobre 2007, la période de baisse a pris fin et la hausse qui l'a suivie s'est accélérée de mois en mois, passant de + 1,1 % sur 12 mois en novembre 2007 à + 6,3 % en mai 2008. On a observé un ralentissement de la hausse en juin et juillet qui se confirme en août : l'augmentation sur 12 mois se situe en dessous du seuil de + 5 % sur un an (+ 4,7 %, soit + 1 080 faits constatés). D'autre part, le nombre des faits constatés de menaces et chantages est stable sur 12 mois (+ 142 faits constatés, soit + 0,2 %).

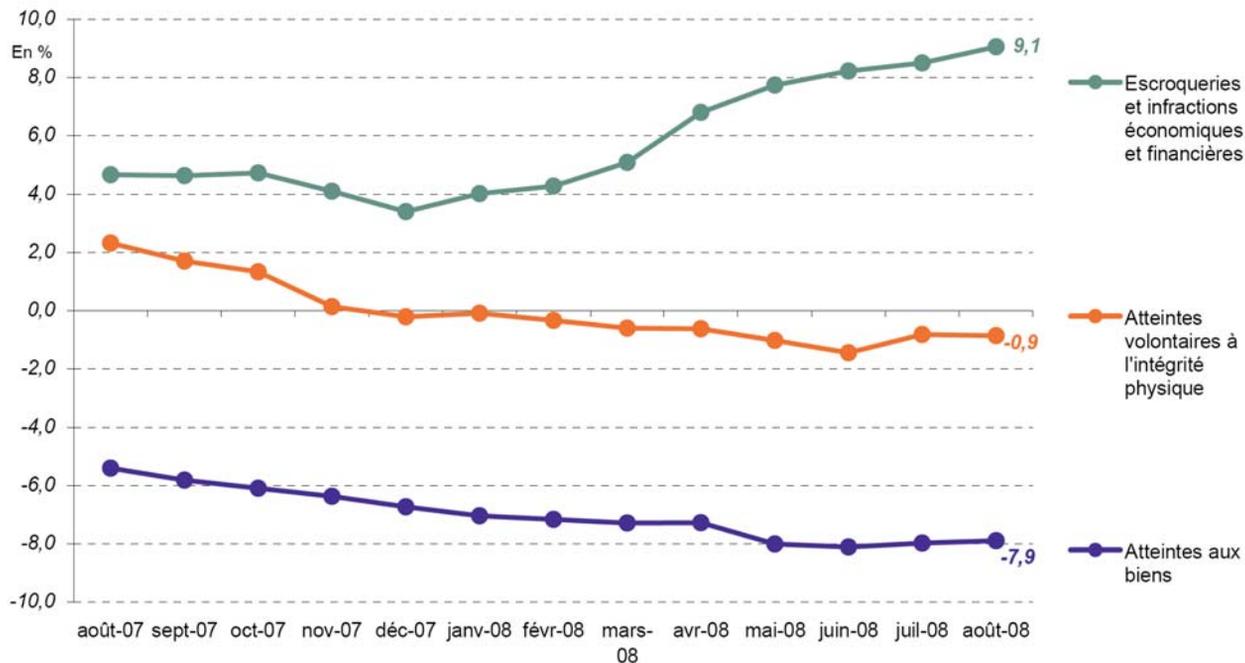
L'orientation à la hausse des faits constatés d'escroqueries et infractions économiques est une constante depuis près de deux ans. L'augmentation sur 12 mois, s'accroît fortement depuis le début 2008 : elles est passée de + 4 % en janvier à + 9,1 % en août 2008, atteignant un tel niveau pour la première fois depuis 2001.

C'est la forte hausse des faits constatés d'escroqueries et abus de confiance qui est principalement à l'origine de ce phénomène. Quelques 202 000 infractions de cette nature ont été enregistrées entre septembre 2007 et août 2008. Leur nombre est en hausse de 17,4 % sur 12 mois (soit + 29 934 faits constatés). L'augmentation des infractions économiques et financières enregistrées se situe, elle aussi, à un niveau supérieur à + 10 %, avec une hausse de + 12,2 % sur 12 mois (soit + 2 907 faits constatés). Environ 26 700 délits de ce type ont été constatés au cours des 12 derniers mois.

....(4) L'outil d'enregistrement des crimes et délits (l'état 4001) d'où sont extraites ces statistiques permet de savoir que l'activité d'enregistrement des plaintes en matière d'atteintes aux biens a fortement diminué au cours des 12 derniers mois en comparaison des 12 mois précédents. On ne peut pas en conclure que cette baisse est la traduction d'une diminution des faits commis, car, comme on le sait grâce aux enquêtes de victimation, la majorité des faits commis (notamment les tentatives) ne font pas l'objet d'une plainte. L'évolution des faits constatés en 2007 qui a été publié en janvier 2008 sera comparée aux résultats des enquêtes de victimation menées par l'INSEE à la demande de l'OND et dont la plus récente a eu lieu début 2008 et porte sur les atteintes subies en 2007. Il s'agira alors de comparer les tendances à partir de deux sources distinctes et complémentaires.

Les falsifications et usages de moyen de paiement enregistrés évoluent différemment : le nombre de falsifications et usages de chèques volés est en baisse de 6,8 % sur 12 mois (soit - 5 106 faits constatés) et les falsifications et usages de cartes de crédit sont en hausse de moins de 3 % sur 12 mois (soit + 2,8 %, soit + 1 504 faits constatés).

Graphique 1b : Les variations sur 12 mois glissants des faits constatés d'atteintes aux biens, d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, et d'escroqueries et infractions économiques et financières de août 2007 à août 2008.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND



Evolution de l'activité des services de la police et de la gendarmerie nationales en août 2008



En août 2008 les crimes et délits constatés ont baissé de **5,10 %** par rapport à août 2007. Cette forte diminution a logiquement influé sur les paramètres d'activité, à l'exception du taux d'élucidation, qui connaissent tous un léger tassement ne remettant pas en cause leur évolution favorable sur 12 mois.



Avec **94.995 faits élucidés** pour **272.889 constatés**, le **taux d'élucidation¹ atteint 34,81 %**.

Il est en progression de **+ 0,67 point** (34,14 % en août 2007).



Les faits élucidés diminuent de 3,23 % (94.995 contre 98.162) ;
sur les 12 derniers mois, la hausse est de + 3,08 %.



Les infractions révélées par l'action des services² sont en baisse de 1,16 % (28.719 contre 29.056) ;
sur les 12 derniers mois, l'évolution est de + 11,56 %.



Les mis en cause diminuent de 3,67 % (83.870 contre 87.065) ;
sur les 12 derniers mois, leur nombre a augmenté de + 3,83 %.



Les gardés à vue baissent de 5,51 % (41.547 contre 43.972) ;
sur les 12 derniers mois, leur nombre s'est accru de + 2,92 %.

¹ Taux d'élucidation = pourcentage du nombre des faits élucidés par rapport à celui des faits constatés.

² Crimes et délits découverts par les services, sans plainte préalable d'une victime (stupéfiants, proxénétisme, infractions au séjour des étrangers, faux documents, ports d'armes...)

Atteintes aux biens (63,69 % de la délinquance constatée)

(Vols et recels)

En août 2008 par rapport à août 2007 :

- Taux d'élucidation :
13,44 % soit +0,44 point
- 12.211 gardes à vue, soit - 7,67 %
- 22.037 mis en cause, soit - 8,20 %



Zoom sur la lutte contre les vols à main armée avec armes à feu

Sur les douze derniers mois, la lutte contre les vols à main armée avec armes à feu s'est poursuivie :

- Taux d'élucidation : 36,28 %
soit + 0,82 pt
- 2.745 gardes à vue : + 4,73 %
- 2.765 mis en cause : + 8,90 %

Atteintes volontaires à l'intégrité physique (11,37 % de la délinquance constatée)

(Homicides, coups et blessures, menaces, atteintes aux mœurs, actes contre la famille et l'enfant...)



Zoom sur la lutte contre les violences sexuelles

La lutte contre les violences sexuelles s'est intensifiée sur les douze derniers mois :

- Taux d'élucidation : 77,96 %
soit + 0,58 pt
- 12.137 gardes à vue : + 2,63 %
- 14.892 mis en cause : + 3,99 %

En août 2008 par rapport à août 2007 :

- Taux d'élucidation :
61,99 %
- 9.722 gardes à vue, soit - 0,52 %
- 17.551 mis en cause, soit - 4,04 %

Escroqueries et infractions économiques et financières (11,17 % de la délinquance constatée)

(Escroqueries, faux, contrefaçons, banqueroute, abus de confiance, emploi d'étrangers sans titre...)

En août 2008 par rapport à août 2007 :

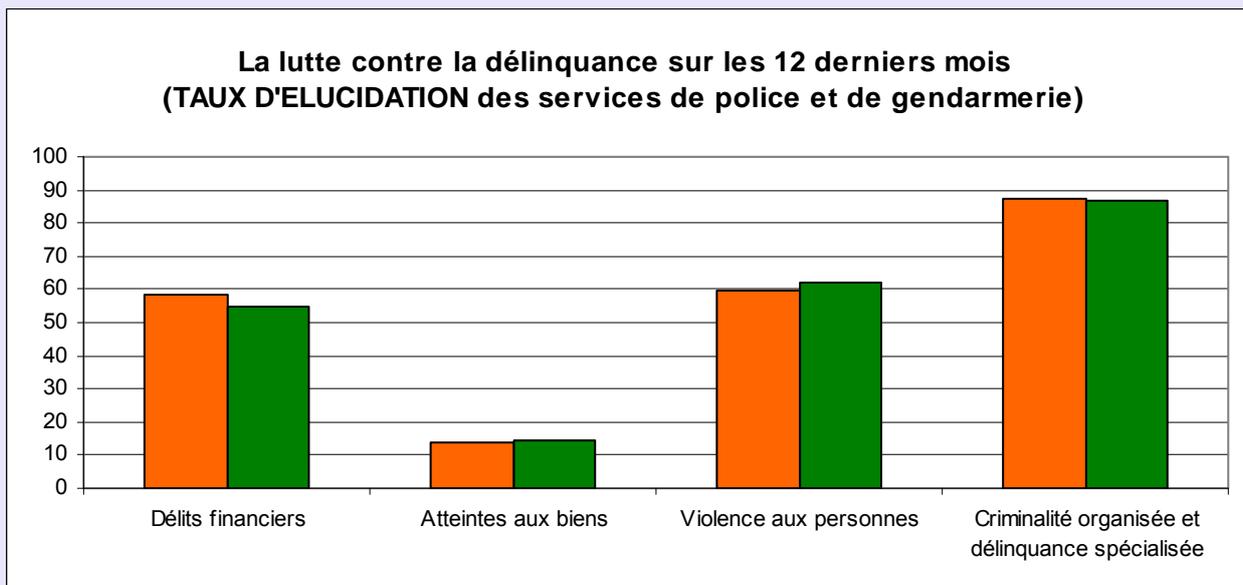
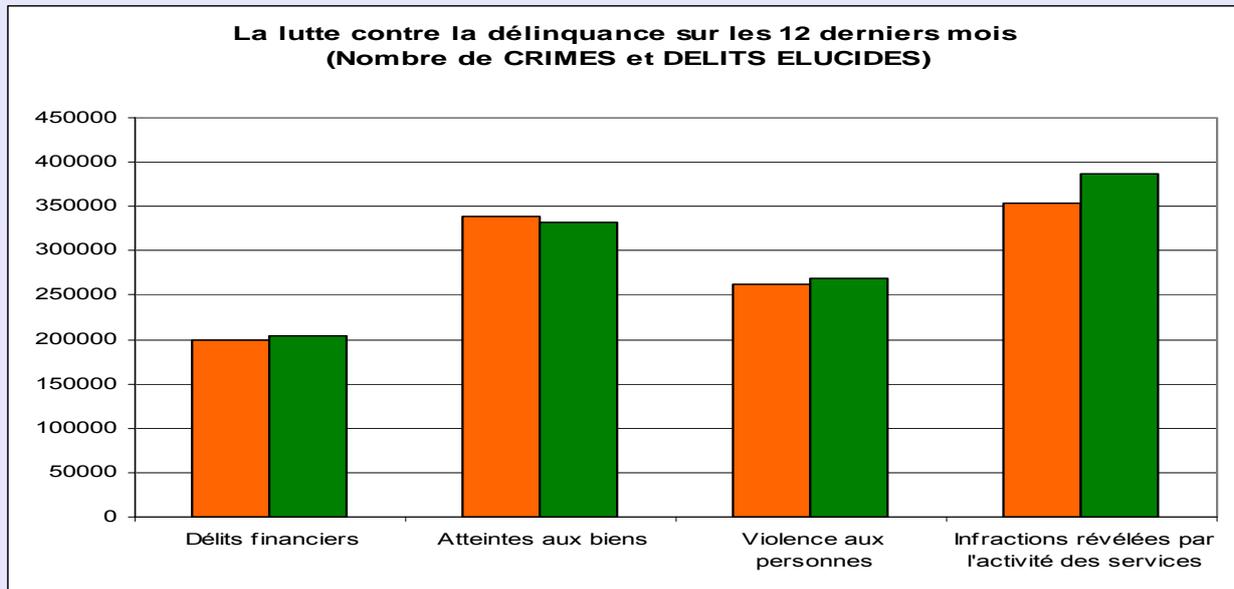
- Taux d'élucidation : 42,87 %
- 1.940 gardes à vue, soit - 1,87 %
- 6.299 mis en cause, soit - 0,96 %



Zoom sur la lutte contre les escroqueries, faux et contrefaçons

La lutte contre les escroqueries, faux et contrefaçons sur les douze derniers mois s'est accrue :

- Taux d'élucidation : 48,37 %
- 23.456 gardes à vue : + 2,64 %
- 67.470 mis en cause : + 5,79 %



Zoom sur la vidéo protection

- Evreux (27) : l'exploitation de la vidéo protection d'une station-service, où deux individus avaient acheté de l'essence, a permis à la sûreté départementale de l'Eure de leur imputer, de façon certaine, la fabrication des 17 cocktails Molotov découverts lors de leur interpellation, le 6 août, pour une rixe entre bandes dans un quartier sensible.
- Taverny (95) : l'exploitation de la vidéo protection d'un distributeur automatique de billets a permis à la brigade de sûreté urbaine d'identifier l'individu ayant monté, sur ce DAB, un dispositif frauduleux de lecture de cartes bancaires. Interpellé le 13 août en flagrant délit, il a reconnu 19 autres piratages de DAB.
- Corbeil-Essonnes (91) : l'exploitation de la vidéo embarquée dans le véhicule de police a permis à la brigade de sûreté urbaine d'identifier et d'interpeller l'auteur de jets de projectiles sur ce véhicule le 26 août alors que la patrouille intervenait pour un différend familial.

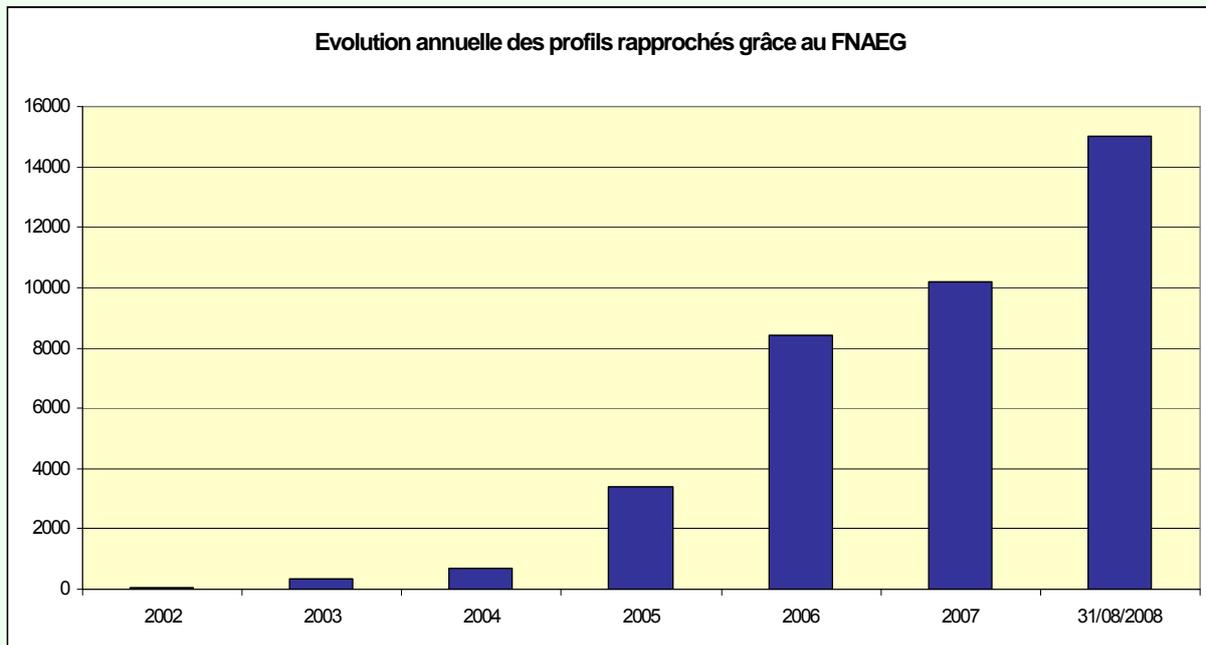


Zoom sur la police technique et scientifique (PTS)

► Le fichier national automatisé des empreintes génétiques (F.N.A.E.G.)

En août, 30.954 profils génétiques ont été enregistrés, portant le total dans la base à 912.341. Parallèlement, il a été établi que 481 profils ADN correspondaient soit à d'autres traces relevées, ce qui permet l'élaboration de synthèses, soit à des personnes identifiées et désormais recherchées.

Depuis sa création, l'exploitation de la base a ainsi généré 38.145 rapprochements.



Illustrations :

- Toulon (83) : la comparaison au FNAEG de traces ADN relevées lors d'un vol à main armée au préjudice d'un débitant de tabac, le 2 août, a permis l'identification de l'auteur. Interpellé le 6 août par l'antenne de Toulon de la DIPJ de Marseille, il a reconnu les faits et a avoué un précédent vol à main armée.
- Sémécourt (57) : la comparaison de traces ADN prélevées sur un individu condamné pour une autre affaire a permis de l'identifier comme l'auteur du viol suivi du meurtre d'une septuagénaire à son domicile en septembre 2001. Interpellé le 28 août par la compagnie départementale de gendarmerie des Vosges, il a reconnu les faits et a été écroué.
- Belfort (90) : le prélèvement de traces ADN sur les lieux d'une tentative de vol à main armée dans un magasin de jeux vidéo a permis l'identification de l'auteur. Interpellé le 4 août par la CSP locale, il a reconnu les faits.
- Le Mans (72) : une trace ADN a été relevée sur un préservatif retrouvé sur les lieux du viol d'une étudiante suivi de vol avec violence, commis dans un parking privé le 9 août. Son exploitation ainsi que celle de la vidéo protection d'un supermarché voisin du parking ont permis l'identification et l'interpellation, le 28 août, du mineur auteur par la sûreté départementale de la Sarthe. Il a été écroué.
- Ormesson-sur-Marne (94) : le nouvel examen, avec des techniques améliorées, des objets prélevés en septembre 1995 sur la scène d'un viol, suivi de l'assassinat d'une octogénaire à son domicile, a permis d'extraire des traces ADN qui, comparées au FNAEG, ont abouti à l'identification d'un suspect. Il était interpellé par la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris le 28 août.

► Le fichier automatisé des empreintes digitales (F.A.E.D.)

En août, 38.367 nouvelles traces exploitables ont été saisies au FAED, portant le total des enregistrements à près de 3 millions.

Dans le même temps, les interrogations de la base ont permis de résoudre 606 affaires en identifiant 1.086 suspects et de détecter 5.329 fausses identités.

Illustrations :

- Nancy (54) : le 9 août, la brigade anti-criminalité a interpellé un individu recherché dans une affaire de trafic de stupéfiants. La comparaison au FAED de ses empreintes digitales a permis de le mettre en cause dans une autre affaire traitée par le SRPJ de Nancy qui avait effectué des relevés d'empreintes, 4 jours plus tôt, sur 12 sachets d'héroïne.
- Soissons (02) : le prélèvement d'empreintes digitales sur une voiture volée retrouvée à demi immergée dans l'Aisne et sa comparaison au FAED a permis d'identifier l'auteur de ce vol et d'un rodéo urbain commis le 20 mai. Il a été interpellé le 19 août par la sûreté départementale de l'Aisne.
- Forbach (57) : l'exploitation d'une empreinte digitale retrouvée sur les lieux d'un cambriolage perpétré dans le centre ville le 18 juillet, ajoutée au renseignement obtenu lors de l'enquête effectuée par le commissariat local, a permis l'identification de l'auteur et de son complice. Interpellés le 19 août par la brigade anti-criminalité, ils ont reconnu les faits.

Rappel

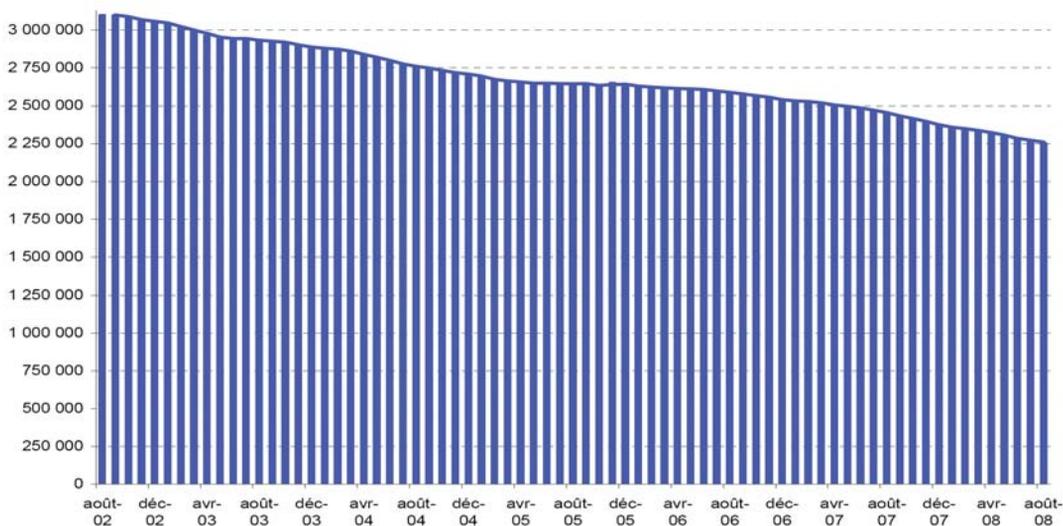
En août 2008, en passant de 287.552 à 272.889 crimes et délits, les faits constatés regroupés dans les 107 rubriques de l'état national statistique 4001 baissent fortement de - 5,10 % par rapport à ceux d'août 2007.

Des informations complémentaires sont accessibles sur www.inhes.interieur.gouv.fr/Bulletin-mensuel-65.html pour l'évolution de la délinquance et sur www.interieur.gouv.fr pour l'activité des services de police et de gendarmerie.

**LES ÉVOLUTIONS MENSUELLES
DES ATTEINTES AUX BIENS
DES ATTEINTES VOLONTAIRES À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE
ET DES ESCROQUERIES ET INFRACTIONS
ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES**

LES ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES ATTEINTES AUX BIENS

Graphique 2.a : Les faits constatés d'atteintes aux biens sur 12 mois glissants d'août 2002 à août 2008.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Note de lecture : L'échelle des graphiques 2.a, 3.a et 4.a diffère selon le total de faits constatés sur 12 mois de l'indicateur correspondant.

Graphique 2.b : Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens sur 12 mois glissants d'août 2002 à août 2008.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

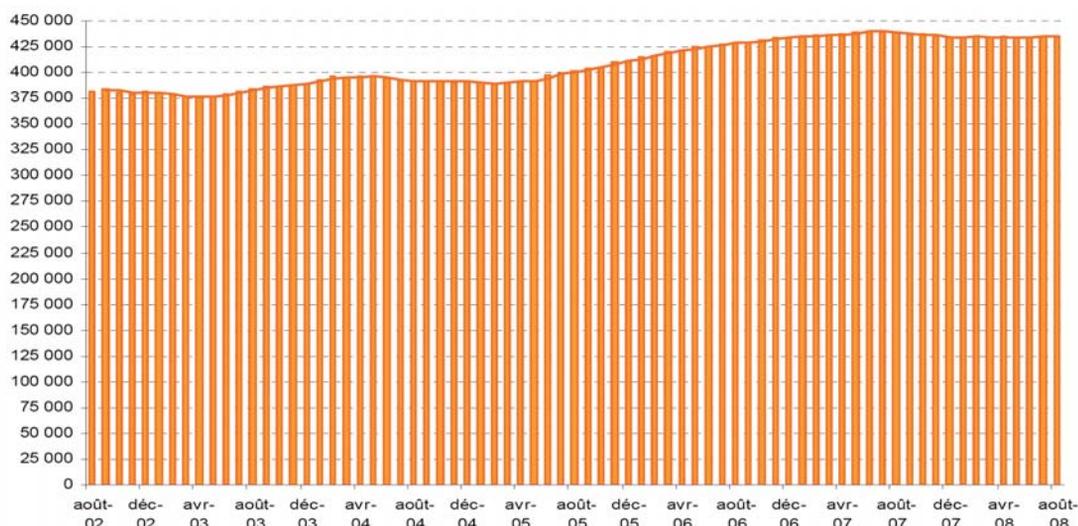
Tableau 1 : Les faits constatés d'atteintes aux biens en août 2008 sur 12 mois glissants.

	Faits constatés entre septembre 2006 et août 2007	Faits constatés entre septembre 2007 et août 2008	Variation (%)
Atteintes aux biens	2 444 868	2 251 906	- 7,9
Vols	1 972 529	1 808 463	- 8,3
Vols sans violence	1 853 303	1 703 285	- 8,1
Dont			
Vols liés aux véhicules à moteurs	724 252	648 104	- 10,5
Cambriolages	324 581	294 494	- 9,3
Vols simples contre particuliers (hors vols liés aux véhicules à moteur)	627 974	583 839	- 7,0
Vols avec violences	119 226	105 179	- 11,8
Destructions et dégradations	472 338	443 443	- 6,1

Source : État 4001 annuel, DCPJ

LES ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES ATTEINTES VOLONTAIRES À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE

Graphique 3.a : Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique sur 12 mois glissants d'août 2002 à août 2008.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Note de lecture : L'échelle des graphiques 2.a, 3.a et 4.a diffère selon le total de faits constatés sur 12 mois de l'indicateur correspondant.

Graphique 3.b : Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique sur 12 mois glissants d'août 2002 à août 2008.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

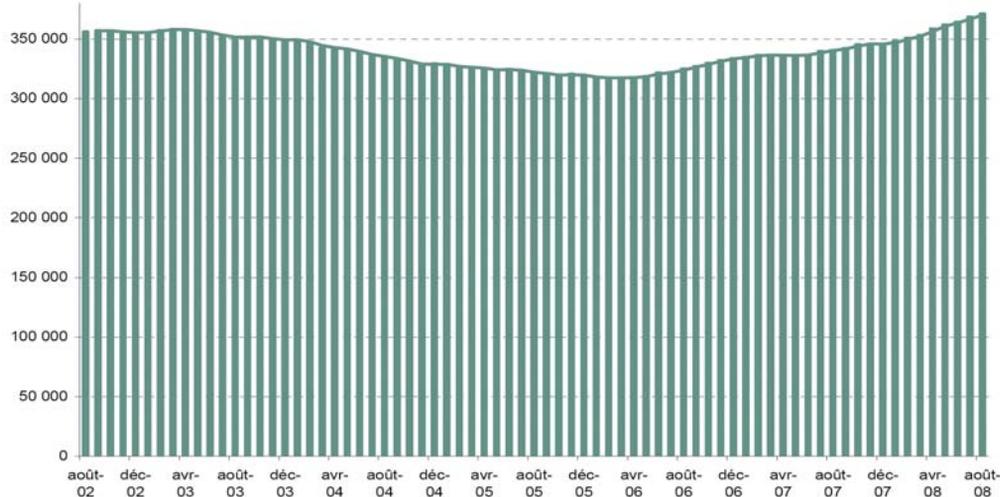
Tableau 2 : Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique en août 2008 sur 12 mois glissants.

	Faits constatés entre septembre 2006 et août 2007	Faits constatés entre septembre 2007 et août 2008	Variation (%)
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	438 508	434 750	- 0,9
Violences physiques crapuleuses	119 426	105 400	- 11,7
Violences physiques non crapuleuses	218 109	227 155	+ 4,1
Violences sexuelles	22 924	24 004	+ 4,7
Menaces ou chantages	78 049	78 191	+ 0,2

Source : État 4001 annuel, DCPJ

LES ÉVOLUTIONS MENSUELLES DES ESCROQUERIES ET INFRACTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Graphique 4.a : Les escroqueries et infractions économiques et financières sur 12 mois glissants d'août 2002 à août 2008.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Note de lecture : L'échelle des graphiques 2.a, 3.a et 4.a diffère selon le total de faits constatés sur 12 mois de l'indicateur correspondant.

Graphique 4.b : Les variations du nombre d'escroqueries et infractions économiques et financières sur 12 mois glissants d'août 2002 à août 2008.



Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, OND

Tableau 3 : Les escroqueries et infractions économiques et financières constatées en août 2008 sur 12 mois glissants

	Faits constatés entre septembre 2006 et août 2007	Faits constatés entre septembre 2007 et août 2008	Variation (%)
Escroqueries et infractions économiques et financières	340 795	371 640	+ 9,1
Délinquance astucieuse	317 007	344 945	+ 8,8
<i>dont</i>			
<i>Escroqueries et abus de confiance</i>	171 776	201 710	+ 17,4
<i>Falsifications et usages de chèques volés</i>	75 463	70 357	- 6,8
<i>Falsifications et usages de cartes de crédit</i>	53 230	54 734	+ 2,8
Infractions économiques et financières	23 788	26 695	+ 12,2

Source : État 4001 annuel, DCPJ

LES FAITS CONSTATÉS D'INFRACTIONS RÉVÉLÉES PAR L'ACTION DES SERVICES ET EN PARTICULIER D'INFRACTIONS À LA LÉGISLATION SUR LES ÉTRANGERS DE SEPTEMBRE 2007 À AOÛT 2008

Depuis le bulletin de février 2008⁵ portant sur la période de 12 mois allant de décembre 2007 à janvier 2008, l'OND présente les évolutions mensuelles des faits constatés d'infractions révélées par l'action des services sur 12 mois glissants à l'aide d'un tableau récapitulatif unique portant sur les 24 derniers mois (tableau a).

Pour ce 4^e indicateur, il est apparu que l'analyse du taux de variation du nombre de faits constatés sur 12 mois glissants qui permet de déterminer des phases d'accélération, de ralentissement ou de stabilité n'est pas pour l'instant envisageable.

Comme cela a été étudié dans le bulletin mensuel du mois de juillet (voir [3]), et contrairement aux trois autres indicateurs pour lesquels l'analyse du taux de variation est conduite dans chaque bulletin (voir graphiques 1b, 2b, 3b et 4b), il apparaît que « l'enregistrement des faits constatés d'infractions révélées par l'action des services connaît une certaine discontinuité dans le temps, qui contrairement aux autres indicateurs n'est pas due à des phénomènes exogènes puisqu'on les retrouve en début ou en fin de semestre ».

De ce fait, l'OND va « maintenir le dispositif existant depuis février 2008, c'est-à-dire publier les données sur les 24 derniers mois sans chercher à les situer l'évolution du taux de variation, s dans le temps. Ce n'est qu'en fin de semestre qu'on peut les mettre en perspective. »

Tableau a : Les faits constatés d'infractions révélées par l'action des services en août 2008 sur 12 mois glissants

	Faits constatés entre septembre 2006 et août 2007	Faits constatés entre septembre 2007 et août 2008	Variations (en %)
Infractions révélées par l'action des services	343 892	382 297	+ 11,2
Infractions à la législation sur les stupéfiants	154 468	172 751	+ 11,8
dont			
Usage de stupéfiants	118 861	134 872	+ 13,5
Infractions à la police des étrangers	92 697	104 755	+ 13,0
Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	82 168	94 505	+ 15,0
Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	3 685	4 323	+ 17,3
Autres infractions à la police des étrangers	6 844	5 927	- 13,4
Autres infractions révélées par l'action des services	96 727	104 792	+ 8,3

Source : Etat 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir des données mensuelles définitives, OND

Entre septembre 2007 et août 2008, 382 300 infractions révélées par l'action des services ont été enregistrées, soit 11,2 % de plus qu'au cours des 12 mois précédents (+ 38 406 faits constatés). Environ 45 % de ces faits sont des infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS). Un peu moins de 172 800 infractions de cette nature ont été enregistrées au cours des 12 derniers mois, dont près de 134 900 usages de stupéfiants. Ces derniers représentent plus d'une infraction révélée par l'action des services sur 3 (35,3 %). Sur 12 mois, les faits d'ILS sont en hausse de 11,8 % (+ 18 283 faits constatés), sachant que les usages augmentent de 13,5 % (+ 16 011 faits constatés).

Les infractions à la législation sur les étrangers

Plus de 104 700 faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers (ILE) ont été enregistrées entre septembre 2007 et août 2008. Ce nombre est en augmentation de 13 % sur 12 mois (+ 12 059 faits constatés). Plus du quart des faits constatés d'infractions révélées par l'action des services sont des ILE, 27,4 % précisément.

Les infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers forment la plus grande partie des faits d'ILE enregistrés. Environ 94 500 d'entre elles ont été constatées au cours des 12 derniers mois, soit 24,7 % des infractions révélées par l'action des services. Ce nombre est en hausse de 15 % sur 12 mois (+ 12 337 faits constatés).

.... (5) Voir http://www.inhes.interieur.gouv.fr/fichiers/OND_BulletinMensuel_fev08.pdf



LES ANNEXES

LES INDEX DE L'ÉTAT 4001 AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

Index	Infraction	MOIS ANNÉE PRÉCÉDENTE*	MOIS EN COURS*	12 MOIS PRÉCÉDENTS*	12 DERNIERS MOIS*
		Août 2007	Août 2008	De septembre 2006 à août 2007	De septembre 2007 à août 2008
35	Vols d'automobiles	10 589	9 254	149 069	133 512
37	Vols à la roulotte	26 820	22 709	338 252	295 578
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	11 092	9 871	151 696	139 400
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	6 333	6 168	84 770	79 195
34	Vols de véhicules de transport avec fret	18	33	465	419
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	13 315	12 893	156 627	146 135
28	Cambriolages de résidences secondaires	1 266	1 291	15 762	14 472
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	6 108	5 130	83 907	71 948
30	Cambriolages d'autres lieux	5 275	4 609	68 285	61 939
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	873	847	10 319	9 532
32	Vols à la tire	8 054	7 326	99 768	88 960
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	18 306	17 615	200 641	192 430
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	26 824	25 660	327 565	302 449
33	Vols à l'étalage	4 616	4 337	60 992	60 992
39	Vols simples sur chantier	1 208	1 116	17 238	17 603
40	Vols simples sur exploitations agricoles	560	758	6 247	7 385
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	6 676	6 436	81 700	81 335
62	Incendies volontaires de biens publics	381	403	6 220	5 488
63	Incendies volontaires de biens privés	2 746	2 500	40 907	36 088
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	9	4	85	72
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	15	5	221	150
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	3 536	3 440	44 292	44 453
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	12 106	10 459	151 477	144 095
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	16 210	14 022	229 136	213 096
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	35	27	450	433
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	202	199	2 817	3 180
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	2	2	37	35
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	39	34	492	550
19	Autres vols à main armée	112	109	1 492	1 448
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	67	55	828	806
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	40	39	605	608
22	Autres vols avec armes blanches	565	432	9 294	7 388
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	68	62	859	855
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	105	103	1 331	1 345
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	3 043	2 801	46 184	41 093
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	3 492	3 062	54 837	47 437
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	1	2	46	31
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	6	6	60	69
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	3	8	61	106
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	1	0	33	15
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	13 279	13 864	174 474	182 632
3	Homicides pour d'autres motifs	61	61	660	650
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	70	57	982	983
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	5	6	69	54
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	28	20	190	165
9	Prises d'otages dans un autre but	3	3	13	14
10	Séquestrations	172	128	2 095	2 053

52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	836	816	14 443	15 114
73	Violences à dépositaires autorité	2 020	1 943	25 183	25 490
46	Viols sur des majeur(e)s	387	386	4 660	4 687
47	Viols sur des mineur(e)s	413	376	5 357	5 566
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	391	418	4 842	5 168
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	549	515	8 065	8 583
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	528	466	10 590	9 589
12	Menaces ou chantages dans un autre but	4 926	5 035	67 459	68 602
91	Escroqueries et abus de confiances	14 869	18 493	171 776	201 710
89	Falsifications et usages de chèques volés	5 655	4 521	75 463	70 357
90	Falsifications et usages de cartes de crédit	4 255	4 499	53 230	54 734
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	155	133	1 761	1 871
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	28	5	314	285
84	Faux en écriture publique et authentique	146	115	2 012	2 193
85	Autres faux en écriture	464	443	5 873	6 492
86	Fausse monnaie	149	140	1 732	2 025
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	119	106	1 968	1 959
101	Prix illicites, publicité fautive et infractions aux règles de la concurrence	32	38	456	477
102	Achats et ventes sans factures	33	26	407	344
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	85	82	1 137	1 276
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	124	126	2 120	2 123
105	Fraudes fiscales	44	43	818	841
106	Autres délits économiques et financiers	217	207	2 799	3 039
92	Infractions à la législation sur les chèques	512	454	6 920	7 433
44	Recels	2 729	2 887	37 814	41 036
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	395	399	5 774	5 992
56	Usage revente de stupéfiants	1 148	1 110	16 566	18 068
57	Usage de stupéfiants	9 814	10 937	118 861	134 872
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	1 538	1 355	13 267	13 819
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers	8 083	6 675	82 168	94 505
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers	263	330	3 685	4 323
71	Autres infractions à la police des étrangers	492	416	6 844	5 927
74	Port ou détention armes prohibées	2 151	2 158	27 443	29 355
81	Faux documents d'identité	746	598	7 412	8 212
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	269	223	3 176	3 246
83	Autres faux documents administratifs	286	216	3 901	3 637
93	Travail clandestin	727	803	9 214	10 862
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	185	203	2 461	3 225
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	27	32	333	393
59	Délits de délits de boissons et infraction à la réglementation sur l'alcool et le tabac	70	57	665	771
76	Délits des courses et des jeux	8	13	239	186
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	16	24	248	256
79	Atteintes à l'environnement	249	253	2 007	2 153
80	Chasse et pêche	118	91	1 375	1 019
45	Proxénétisme	35	30	439	441
50	Atteintes sexuelles	1 324	1 295	15 318	16 128
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	2 056	2 160	28 137	31 992
14	Violations de domicile	706	673	8 178	7 733
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	2 296	2 063	25 978	25 386
54	Non versement de pension alimentaire	1 056	949	14 104	14 160
72	Outrages à dépositaires autorité	2 515	2 420	32 456	31 319
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	42	44	484	545
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	13	16	250	286
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	39	49	449	537
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	195	211	2 279	2 586
107	Autres délits	7 453	6 847	92 334	93 447
1 à 107	Tous faits constatés	288 308	272 889	3 656 791	3 545 055

Source : État 4001 mensuel et annuel, DCPJ, Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

* Toutes les données mensuelles, à l'exception des données de juillet et août 2008, ont été révisées selon la méthode de réaffectation proportionnelle appliquée par l'OND à partir du premier bulletin de l'année 2007 (celui publié en février 2007 [2]). Cette méthode consiste à répartir sur chaque mois d'un semestre la différence entre les données définitives et provisoires de chaque semestre proportionnellement au nombre de jours du mois dans le semestre.

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES DE L'ÉTAT 4001

Les faits constatés enregistrés en août 2008

	Août 2008	Cumul 2008 (janvier à août 2008)	Cumul 12 derniers mois (de septembre 2007 à août 2008)
Total des faits constatés	272 889	2 375 185	3 545 055
Atteintes aux biens	173 811	1 509 760	2 251 906
<i>Dont vols avec violences⁶</i>	6 925	69 977	105 179
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	31 035	292 066	434 750
Esroqueries et infractions économiques et financières	30 469	247 671	371 640

Source : état 4001 mensuel et annuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

Les faits constatés enregistrés en août 2007

	Août 2007	Cumul 2007 (janvier à août 2007)	Cumul 12 derniers mois (de septembre 2006 à août 2007)
Total des faits constatés	288 308	2 422 701	3 656 791
Atteintes aux biens	190 701	1 622 330	2 444 868
<i>Dont vols avec violences⁶</i>	7 768	77 683	119 226
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	31 445	291 516	438 508
Esroqueries et infractions économiques et financières	27 826	221 681	340 795

Source : état 4001 mensuel et annuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

Variations des 3 indicateurs

	Variations entre Janvier-Août 2007 et Janvier-Août 2008 (en %)	Variations sur 12 mois glissants (en %)
Atteintes aux biens	- 6,9	- 7,9
<i>Dont vols avec violences⁶</i>	- 9,9	- 11,8
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	+ 0,2	- 0,9
Esroqueries et infractions économiques et financières	+ 11,7	+ 9,1

Source : état 4001 mensuel et annuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 définitif, OND

Remarques : L'OND a choisi de présenter les évolutions de ses indicateurs sur 12 mois glissants. C'est la présentation qui rend le mieux compte des évolutions de fond. À titre d'information, il publie une autre comparaison possible : la comparaison des mois de l'année en cours depuis janvier avec les mêmes mois de l'année précédente (des mois de janvier à août pour le présent bulletin). Le taux de variation du total des faits constatés n'est pas diffusé car il ne peut être interprété en tant que tel.

•••• (6) Les 3 indicateurs de l'OND s'étudient indépendamment les uns des autres, chacun étant conçu pour mesurer les évolutions d'une forme particulière de délinquance. Or les vols avec violences sont, en tant que vol, des atteintes aux biens et, en tant que violences, des atteintes volontaires à l'intégrité physique. Ils figurent donc dans les deux indicateurs.

Les atteintes aux biens

	Faits constatés entre septembre 2006 et août 2007	Faits constatés entre septembre 2007 et août 2008	Variation (%)
Atteintes aux biens	2 444 868	2 251 906	-7,9
Vols	1 972 529	1 808 463	-8,3
Vols liés aux véhicules à moteurs	724 252	648 104	-10,5
<i>dont</i>			
<i>Vols d'automobiles</i>	149 069	133 512	-10,4
<i>Vols à la roulotte</i>	338 252	295 578	-12,6
<i>Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés</i>	151 696	139 400	-8,1
Cambriolages et vols avec entrée par ruse	334 900	304 026	-9,2
<i>dont</i>			
<i>Cambriolages</i>	324 581	294 494	-9,3
<i>Cambriolages de locaux d'habitations principales et de résidences secondaires</i>	156 627	146 135	-6,7
<i>Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers</i>	83 907	71 948	-14,3
Vols simples contre particuliers (hors vols liés aux véhicules à moteur)	627 974	583 839	-7,0
<i>Vols à la tire</i>	99 768	88 960	-10,8
<i>Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés</i>	200 641	192 430	-4,1
<i>Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics</i>	327 565	302 449	-7,7
Vols simples contre d'autres victimes (hors vols liés aux véhicules à moteur)	166 177	167 315	0,7
Vols avec violences	119 226	105 179	-11,8
<i>Vols violents avec armes</i>	16 016	14 448	-9,8
<i>Vols violents sans arme</i>	103 211	90 731	-12,1
Destructions, dégradations	472 338	443 443	-6,1
<i>dont</i>			
<i>Destructions et dégradations de biens privés (hors attentats, incendies et véhicules privés)</i>	151 477	144 095	-4,9
<i>Destructions et dégradations de véhicules privés</i>	229 136	213 096	-7,0

Source : État 4001 annuel, DCPJ

Les atteintes volontaires à l'intégrité physique

	Faits constatés entre septembre 2006 et août 2007	Faits constatés entre septembre 2007 et août 2008	Variation (%)
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	438 508	434 750	-0,9
Violences physiques crapuleuses	119 426	105 400	-11,7
<i>dont</i>			
<i>Vols avec violences</i>	119 226	105 179	-11,8
<i>Vols violents avec armes</i>	16 016	14 448	-9,8
<i>Vols violents sans arme</i>	103 211	90 731	-12,1
Violences physiques non crapuleuses	218 109	227 155	4,1
<i>dont</i>			
<i>Coups et violences volontaires non mortels</i>	174 474	182 632	4,7
<i>Violences à dépositaires de l'autorité</i>	25 183	25 490	1,2
Violences sexuelles	22 924	24 004	4,7
<i>Viols</i>	10 017	10 253	2,4
<i>Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles</i>	12 908	13 751	6,5
Menaces ou chantages	78 049	78 191	0,2
<i>Menaces ou chantages pour extorsion de fonds</i>	10 590	9 589	-9,5
<i>Menaces ou chantages dans un autre but</i>	67 459	68 602	1,7

Source : État 4001 annuel, DCPJ

Les faits constatés d'atteintes aux biens enregistrées en France métropolitaine et dans les départements et régions d'outremer en août 2008 sur 12 mois glissants

Faits constatés d'atteintes aux biens	De septembre 2006 à août 2007	De septembre 2007 à août 2008	Variations en %
France entière	2 502 064	2 305 038	-7,9
France métropolitaine	2 444 868	2 251 906	-7,9
Départements et régions d'outre-mer			
Guadeloupe	16 816	16 120	-4,1
Martinique	12 516	11 874	-5,1
Guyane	7 498	6 658	-11,2
Réunion	20 367	18 480	-9,3

Source : État 4001 annuel, DCPJ

Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrées en France métropolitaine et dans les départements et régions d'outremer en août 2008 sur 12 mois glissants

Faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique	De septembre 2006 à août 2007	De septembre 2007 à août 2008	Variations en %
France entière	456 757	452 973	-0,8
France métropolitaine	438 508	434 750	-0,9
Départements et régions d'outre-mer			
Guadeloupe	5 180	5 287	+ 2,1
Martinique	4 142	4 519	+ 9,1
Guyane	2 879	2 690	-6,6
Réunion	6 048	5 727	-5,3

Source : État 4001 annuel, DCPJ

LA MAIN COURANTE

Le dispositif de la main courante est en vigueur sur l'ensemble du territoire français dans les zones de la compétence de la police nationale. Toutefois, deux systèmes coexistent. L'un pour Paris, géré par la préfecture de police (MC PP), et l'autre dans toutes les autres circonscriptions de sécurité publique : la main courante informatisée (MCI). Les nomenclatures sont différentes et ne peuvent donc être agrégées. C'est pourquoi elles seront présentées distinctement.

Les faits mentionnés dans la MCI ne se traduisent pas automatiquement par un fait constaté dans l'état 4001. Si ces faits constituent des crimes et délits, et qu'ils font l'objet de procédure, ils apparaissent alors dans l'état 4001. Mais toutes les procédures établies dans le cadre des faits recensés dans la main courante ne sont pas comptabilisées dans l'état 4001 : procédures établies dans le cadre de délits routiers, de police administrative ou pour l'ensemble des 5 classes de contravention ⁷. Les comparaisons avec 2005 (année de généralisation progressive du système) de la main courante informatisée ne permettent pas une analyse stable en volume. Celle-ci sera possible à compter de l'an prochain.

La main courante informatisée (MCI) de la sécurité publique (état 3.1.2)

		Août 07	Août 08	
		Nombre	Nombre	
A	ACCIDENTS	1 255	1 157	
	A01	Accidents corporels de la route	188	131
	A02	Accidents matériels de la route	1 066	1 017
	A11	Accidents ferroviaires corporels	0	1
	A12	Accidents ferroviaires matériels	1	0
	A21	Accidents d'aéronefs corporels	0	0
	A22	Accidents d'aéronefs matériels	0	2
	A31	Accidents fluviaux corporels	0	4
	A32	Accidents fluviaux matériels	0	2
B	ALERTES (bombes,...)	4	11	
	BAB	Fausse alerte à la bombe	0	1
	BCD	Colis ou enveloppes suspects non explosifs	1	6
	BDE	Découvertes d'engins explosifs	3	4
	BCS	Neutralisations d'engins explosifs	0	0
	BDA	Alertes sur aéronefs (code à usage PAF)	0	0
C	DECOUVERTES DE CADAVRES	22	23	
	CCR	Homicides volontaires	0	1
	CNA	Morts naturelles	13	16
	CSU	Décès - cause suspecte	6	4
	CAC	Décès - cause accidentelle	3	2
D	DIFFERENDS	38 180	36 333	
	DF0	Différends familiaux	3 971	3 615
	DF1	Différends entre époux / concubins	8 575	8 263
	DF2	Différends a/s garde des enfants	9 338	8 410
	DF3	Abandons de domicile familial	3 710	3 724
	DHA	Litiges a/s droit de l'urbanisme / habitation	666	591
	DCO	Litiges commerciaux	1 847	1 932
	DTR	Litige a/s droit du travail	925	889
	DPU	Rixes sur voies / lieux publics	543	525
	DUR	Différends entre usagers de la route	1 048	1 034
	DVO	Différends de voisinage	7 557	7 350

•••• (7) Voir l'article « Les mains courantes de la police nationale », Rapport annuel 2006, INHES, Mars 2006.

E	EXPLOSIONS		1	0
	EPU	Explosions dans établissements publics	0	0
	ECI	Explosions dans commerces ou industries	0	0
	EHA	Explosions dans habitations	0	0
	EVE	Explosions de véhicules	0	0
	ELA	Explosions dans autres lieux	1	0

F	ALIENES		15	3
	F00	Hospitalisations volontaires d'aliénés	10	2
	F01	Hospitalisations d'office d'aliénés	5	1

G	SUICIDES ET TENTATIVES		46	38
	G00	Tentatives de suicide - auteurs majeurs	35	34
	G01	Tentatives de suicide - auteurs mineurs	4	1
	G10	Suicides - auteur majeurs	7	3
	G11	Suicides - auteur mineurs	0	0

J	OBJETS PERDUS / TROUVES		5 058	5 112
	JPO	Pertes de documents officiels	3 390	3 672
	JAN	Pertes d'animaux	174	181
	JDV	Pertes d'objets mobiliers	762	703
	JTR	Objets trouvés	732	556

I	INCENDIES		120	121
	IEP	Incendies dans établissements publics	1	1
	ICI	Incendies dans commerces / industries	0	1
	IHA	Incendies dans habitations	17	18
	IPO	Feux de poubelles	52	36
	IVA	Incendies de véhicules	28	31
	ILA	Incendies autres lieux	22	34

K	CRIMES ET DELITS		16 789	16 116
	KDV	Dégradations de véhicules	943	747
	KDB	Dégradations de biens autres que véhicules	1 418	1 170
	KDM	Dégradations de mobilier urbain	113	82
	KDT	Tags	98	90
	KV0	Vols à main armée	1	2
	KV1	Vols	2 838	2 750
	KV2	Vols avec violences	33	32
	KV3	Vols avec effraction	137	99
	KV4	Vols de véhicules	185	154
	KV5	Vols à la roulotte	57	53
	KV6	Vols à l'étalage	45	49
	KV7	Grivèleries	44	31
	KP0	Coups et blessures	1 496	1 341
	KP1	Injures - menaces	6 194	5 787
	KP2	Violences ou outrages à agent investi d'une mission de service public	17	15
	KF1	Infractions à la législation sur le séjour en France	11	6
	KF2	Infractions à la législation sur les stupéfiants	32	36
	KF3	Infractions à la législation sur les professions réglementées	6	9
	KF4	Infractions à la législation sur le travail	9	12
	KF5	Ventes à la sauvette	8	6
	KF6	Ports ou détentions d'armes prohibées	10	13
	KA1	Infractions a/s animaux dangereux	104	91
	KR1	C-E-A, C-E-I	13	11
	KR2	Délits de fuite	120	118
	KR3	Autres délits routiers	102	108
	K98	Autres crimes ou délits	2 755	3 304

M	MALADES		245	192
	MVP	Malades - blessés sur la voie publique	56	58
	M01	Malades - blessés à domicile	67	44
	M99	Malades - blessés autre lieu	122	90

N	NUISANCES ET TROUBLES DE L'ORDRE PUBLIC		7 599	7 992
	N00	Tapages diurnes	137	169
	N01	Tapages nocturnes	638	646
	N02	Raves-parties	1	1
	N03	Troubles de voisinage	523	512
	N04	Perturbateurs - indésirables	2 179	2 354
	N11	Individus - véhicules suspects	777	719
	N12	Stockages d'armes ou de substances incendiaires	1	1
	N13	Stockages de stupéfiants	2	1
	N21	Troubles à l'hygiène ou à la salubrité	60	62
	N22	Pollutions	14	9
	N23	Dépôts d'immondices	48	37
	N30	Coups de feu	10	15
	N31	Jets de pétards	10	9
	N32	Jets de projectiles	92	102
	N33	Jets de substances incendiaires	3	3
	N40	Divagations d'animaux	257	248
	N50	Sans domicile fixe	19	15
	N60	Infractions au stationnement avec verbalisation	25	20
	N61	Infractions au stationnement avec mise en fourrière	11	5
	N62	Véhicules abandonnés sur la voie publique	22	16
	N63	Autres contraventions au code de la route	181	163
	N70	Stationnements irréguliers de nomades	13	11
	N80	Ivresses publiques et manifestes	15	19
	N90	Rodéos automobiles	11	11
	N98	Contraventions à la police des transports	2	9
	N99	Nuisances diverses	2 548	2 835

O	DEGATS (eaux, gaz,...)		19	24
	O00	Inondations suite à intempéries ou crues	1	1
	O01	Inondations suite à fuites	13	16
	O11	Dégâts suite à éboulements ou effondrements	3	0
	O12	Dégâts suite à intempéries	2	4
	O21	Fuites de gaz	0	3

Q	AFFAIRES DE MŒURS		150	139
	Q01	Exhibitions sexuelles	40	47
	Q10	Prostitution - racolage	4	1
	Q99	Autres infractions aux mœurs	106	91

R	PERSONNES RECHERCHEES		2 010	1 996
	RAD	Recherches / Découvertes d'aliénés disparus	49	46
	RAP	Recherches / Découvertes de majeurs disparus	556	541
	ROP	Ouvertures de portes aux fins de recherches de personnes	6	9
	REV	Recherches / Découvertes de détenus évadés	0	1
	RMD	Recherches / Découvertes de mineurs disparus	256	232
	RMF	Recherches / Découvertes de mineurs en fugue	1 034	1 095
	RVD	Recherches / Découvertes de personnes âgées disparues	44	29
	RPT	Découvertes de personnes inscrites au FPR	10	5
	RPZ	Découvertes de personnes recherchées cadre enquête judiciaire	5	7
	RMA	Fiches de mise en attention (code spécifique PAF)	3	1
	RAF	Avis à famille	47	30

S	ALARMS DANS ETABLISSEMENTS PUBLICS		4	7
	SB0	Fausses alarmes dans établissements bancaires	0	0
	SB1	Alarmes avec VAMA dans établissements bancaires	0	0
	SF0		0	
	SF1	Alarmes avec VAMA à la Banque de France	0	0
	SP0	Fausses alarmes dans établissements de la Poste	1	0
	SP1	Alarmes avec VAMA dans établissements de la Poste	0	0
	ST0	Fausses alarmes dans agences Trésor Public	0	0
	ST1	Alarmes avec VAMA dans agences Trésor Public	0	0
	SA0	Déclenchements d'alarmes dans les Maisons d'arrêt	0	0
	SR0	Déclenchements d'alarmes dans des locaux de police	0	6
	SJ0	Déclenchements d'alarmes dans des tribunaux ou Cours d'Appel)	1	0
	SS0	Déclenchements d'alarmes dans des Préfectures - Sous-préfectures	2	1
T	ACCIDENTS DU TRAVAIL		5	4
	TEC	Accidents du travail corporels en entreprises	3	3
	TEM	Accidents du travail mortels en entreprises	0	0
	TCC	Accidents du travail corporels sur chantiers	2	1
	TCM	Accidents du travail mortels sur chantiers	0	0
V	ALARMS DANS LOCAUX PRIVES		18	10
	VL0	Déclenchements intempestifs d'alarmes locales	15	8
	VL1	Alarmes locales avec effraction	1	0
	VV0	Fausses alarmes - sociétés de surveillance	1	2
	VV1	Alarmes société de surveillance avec effraction	1	0
W	VEHICULES VOLES		26	15
	W01	Découvertes de véhicules quatre roues volés	9	12
	W02	Découvertes de véhicules deux-roues à moteur volés	13	3
	W03	Découvertes de véhicules mis en surveillance	4	0
X	DECLARATIONS FANTAISISTES		270	270
	X01	Déclarations sans suite (absence de faits en cours ou passés)	263	268
	X02	Déclarations fantaisistes aux fins de guet-apens à AFP	7	2
TOTAL DES DECLARATIONS RECUES :			71 836	69 563

Source : Main courante informatisée, DCSP

LA MAIN COURANTE DE LA PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS (MCI PP)

En janvier 2008, la Préfecture de Police, qui utilisait jusqu'à cette date son propre système de main courante d'enregistrement des signalements d'usagers, a adopté le dispositif de la Direction centrale de la sécurité publique et fait désormais usage de la nomenclature de la main courante informatisée (MCI). Désormais, les services de sécurité publique et ceux de la Direction de la Police Urbaine de Proximité (DPUP) de Paris ont un système commun.

Compte tenu de ce changement, aucune comparaison de la main courante de la Préfecture de Police n'est possible entre 2007 et 2008

	Août -08	Cumul 2008
A - ACCIDENTS	36	530
Accidents corporels de la route	7	100
Accidents matériels de la route	29	428
Accidents ferroviaires corporels	0	0
Accidents ferroviaires matériels	0	2
Accidents d'aéronefs corporels	0	0
Accidents d'aéronefs matériels	0	0
Accidents fluviaux corporels	0	0
Accidents fluviaux matériels	0	0
B - ALERTES (bombes,...)	0	7
Fausses alertes à la bombe	0	1
Colis ou enveloppes suspects non explosifs	0	6
Découvertes d'engins explosifs	0	0
Neutralisations d'engins explosifs	0	0
Alertes sur aéronefs (code à usage PAF)	0	0
C - DECOUVERTES DE CADAVRES	7	56
Homicides volontaires	0	0
Morts naturelles	4	39
Décès - cause suspecte	1	10
Décès - cause accidentelle	2	7
D - DIFFERENDS	2 045	21 516
Différends familiaux	186	1 964
Différends entre époux / concubins	450	4 096
Différends a/s garde des enfants	275	2 830
Abandons de domicile familial	171	1 648
Litiges a/s droit de l'urbanisme / habitation	67	813
Litiges commerciaux	195	1 923
Litige a/s droit du travail	147	1 865
Rixes sur voies / lieux publics	63	620
Différends entre usagers de la route	56	766
Différends de voisinage	435	4 991

E - EXPLOSIONS	0	3
Explosions dans établissements publics	0	0
Explosions dans commerces ou industries	0	1
Explosions dans habitations	0	0
Explosions de véhicules	0	2
Explosions dans autres lieux	0	0
F - ALIENES	5	22
Hospitalisations volontaires d'aliénés	0	5
Hospitalisations d'office d'aliénés	5	17
G - SUICIDES ET TENTATIVES	3	28
Tentatives de suicide - auteurs majeurs	1	16
Tentatives de suicide - auteurs mineurs	0	2
Suicides - auteur majeurs	2	9
Suicides - auteur mineurs	0	1
J - OBJETS PERDUS / TROUVES	200	1 914
Pertes de documents officiels	128	1 213
Pertes d'animaux	0	31
Pertes d'objets mobiliers	45	431
Objets trouvés	27	239
I - INCENDIES	4	45
Incendies dans établissements publics	0	2
Incendies dans commerces / industries	0	3
Incendies dans habitations	2	16
Feux de poubelles	0	4
Incendies de véhicules	2	10
Incendies autres lieux	0	10
K - CRIMES ET DELITS	1 751	17 397
Dégradations de véhicules	16	216
Dégradations de biens autres que véhicules	44	468
Dégradations de mobilier urbain	2	33
Tags	2	57
Vols à main armée	0	5
Vols	237	2 111
Vols avec violences	3	30
Vols avec effraction	3	29
Vols de véhicules	4	54
Vols à la roulotte	4	12
Vols à l'étalage	62	653
Grivèleries	12	45
Coups et blessures	110	1 200
Injures - menaces	359	4 184
Violences ou outrages à agent investi d'une mission de service public	2	42
Infractions à la législation sur le séjour en France	4	55
Infractions à la législation sur les stupéfiants	395	3 196
Infractions à la législation sur les professions réglementées	3	16
Infractions à la législation sur le travail	2	14
Ventes à la sauvette	11	116
Ports ou détentions d'armes prohibées	18	233
Infractions a/s animaux dangereux	5	63
C-E-A, C-E-I	2	7
Délits de fuite	5	38
Autres délits routiers	14	181
Autres crimes ou délits	432	4 339

M - MALADES	6	73
Malades - blessés sur la voie publique	3	30
Malades - blessés à domicile	1	18
Malades - blessés autre lieu	2	30
N - NUISANCES ET TROUBLES DE L'ORDRE PUBLIC	473	5 192
Tapages diurnes	20	174
Tapages nocturnes	91	1 005
Raves-parties	0	0
Troubles de voisinage	51	567
Perturbateurs - indésirables	142	1 500
Individus - véhicules suspects	31	330
Stockages d'armes ou de substances incendiaires	0	1
Stockages de stupéfiants	0	3
Troubles à l'hygiène ou à la salubrité	8	62
Pollutions	1	4
Dépôts d'immondices	1	13
Coups de feu	0	2
Jets de pétards	0	10
Jets de projectiles	5	62
Jets de substances incendiaires	0	2
Divagations d'animaux	4	31
Sans domicile fixe	4	21
Infractions au stationnement avec verbalisation	1	21
Infractions au stationnement avec mise en fourrière	1	7
Véhicules abandonnés sur la voie publique	1	3
Autres contraventions au code de la route	0	20
Stationnements irréguliers de nomades	0	0
Ivresses publiques et manifestes	0	11
Rodéos automobiles	0	3
Contraventions à la police des transports	0	8
Nuisances diverses	112	1 332
O - DEGATS (eaux, gaz,...)	4	40
Inondations suite à intempéries ou crues	0	0
Inondations suite à fuites	4	30
Dégâts suite à éboulements ou effondrements	0	4
Dégâts suite à intempéries	0	4
Fuites de gaz	0	2
Q - AFFAIRES DE MŒURS	12	102
Exhibitions sexuelles	5	27
Prostitution - racolage	2	16
Autres infractions aux mœurs	5	59
R - PERSONNES RECHERCHEES	63	493
Recherches / Découvertes d'aliénés disparus	2	17
Recherches / Découvertes de majeurs disparus	30	172
Ouvertures de portes aux fins de recherches de personnes	0	4
Recherches / Découvertes de détenus évadés	0	0
Recherches / Découvertes de mineurs disparus	8	118
Recherches / Découvertes de mineurs en fugue	13	105
Recherches / Découvertes de personnes âgées disparues	1	21
Découvertes de personnes inscrites au FPR	6	30
Découvertes de personnes recherchées cadre enquête judiciaire	2	6
Fiches de mise en attention (code spécifique PAF)	0	1
Avis à famille	1	19

S - ALARMES DANS ETABLISSEMENTS PUBLICS	0	0
Fausses alarmes dans établissements bancaires	0	0
Alarmes avec VAMA dans établissements bancaires	0	0
Fausses alarmes à la Banque de France	0	0
Alarmes avec VAMA à la Banque de France	0	0
Fausses alarmes dans établissements de la Poste	0	0
Alarmes avec VAMA dans établissements de la Poste	0	0
Fausses alarmes dans agences Trésor Public	0	0
Alarmes avec VAMA dans agences Trésor Public	0	0
Déclenchements d'alarmes dans les Maisons d'arrêt	0	0
Déclenchements d'alarmes dans des locaux de police	0	0
Déclenchements d'alarmes dans des tribunaux ou Cours d'Appel)	0	0
Déclenchements d'alarmes dans des Préfectures - Sous-préfectures	0	0
T - ACCIDENTS DU TRAVAIL	0	6
Accidents du travail corporels en entreprises	0	2
Accidents du travail mortels en entreprises	0	0
Accidents du travail corporels sur chantiers	0	4
Accidents du travail mortels sur chantiers	0	0
V - ALARMES DANS LOCAUX PRIVES	0	3
Déclenchements intempestifs d'alarmes locales	0	3
Alarmes locales avec effraction	0	0
Fausses alarmes - sociétés de surveillance	0	0
Alarmes société de surveillance avec effraction	0	0
W - VEHICULES VOLES	2	18
Découvertes de véhicules quatre roues volés	1	12
Découvertes de véhicules deux-roues à moteur volés	0	4
Découvertes de véhicules mis en surveillance	1	2
X - APPELS FANTAISISTES	7	74
Interventions sans suite (absence de faits en cours ou passés)	7	72
Appels fantaisistes aux fins de guet-apens à AFP	0	2
TOTAL	4 618	47 519

Source : Préfecture de Police, SDPT

LES CONTRAVENTIONS

L'état 4001 ne regroupe que les faits qualifiés crimes ou délits. Il ne comptabilise donc pas les contraventions des cinq classes dont les contraventions pour infractions au code de la route ou encore les contraventions pour violences légères sans ITT (C4), les violences légères avec ITT < 8 jours (C5), des menaces de violences (C3), des destructions ou dégradations légères (C5), etc.

Actuellement, il n'existe pas de système centralisé et général permettant de dénombrer l'ensemble des contraventions dressées sur le territoire par nature d'infraction ou par classe de contravention. Seule la gendarmerie nationale est en mesure de fournir, par classe, et pour certaines infractions, le nombre de contraventions dressées mensuellement. L'autorité judiciaire dispose également du nombre de contraventions de 5^e classe mais le chiffre est annuel.

Total des contraventions des 5 classes pour la police nationale

	Août 2007	Août 2008	Cumul 2008
Police nationale	<i>Indisponible</i>	<i>Indisponible</i>	<i>Indisponible</i>

Les contraventions dressées par la gendarmerie nationale

Août 2008	C/1	C/2	C/3	C/4	C/5	Total
Toutes natures confondues	11 132	51 212	26 954	180 016	32 929	302 243
<i>dont contraventions pour infraction au code de la route</i>	9 264	48 313	24 196	174 893	5 012	261 678
Août 2007	C/1	C/2	C/3	C/4	C/5	Total
Toutes natures confondues	12 102	50 714	31 392	194 003	34 794	323 005
<i>dont contraventions pour infraction au code de la route</i>	10 210	48 040	27 324	190 105	4 676	280 355
Cumul 2008	C/1	C/2	C/3	C/4	C/5	Total
Toutes natures confondues	71 002	409 092	193 518	1 316 879	236 716	2 227 207
<i>dont contraventions pour infraction au code de la route</i>	59 120	390 797	174 090	1 285 381	39 637	1 949 025

Contraventions pour atteintes volontaires aux personnes	Qualification	Août 2007	Août 2008	Cumul 2008
Violence avec une incapacité de travail n'excédant pas 8 jours	C/5	2 215	2 194	15 355
Violence n'ayant entraîné aucune incapacité de travail	C/4	2 041	2 128	15 789
Aide/assistance à violence n'ayant pas entraîné d'incapacité de travail	C/4	4	7	32
		4 260	4 329	31 176

Source : Direction générale de la gendarmerie nationale, base nationale des statistiques des infractions (BNSI)

Les contraventions dressées par les polices municipales

	Août 2008	Cumul 2008
Polices municipales	<i>Indisponible</i>	<i>Indisponible</i>

RÉFÉRENCES MÉTHODOLOGIQUES

« Les chiffres mensuels des faits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie », rapport annuel n° 1, INHES, mars 2005.

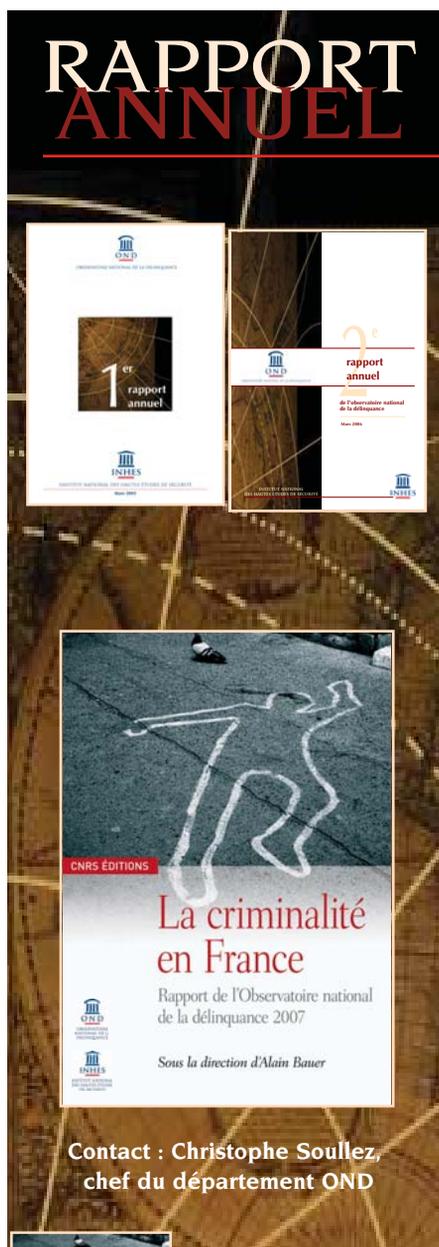
« Les évolutions du nombre mensuel de faits constatés d'atteintes aux biens et d'atteintes volontaires à l'intégrité physique de 1995 à 2005 », résultats et méthodes n° 5, INHES, janvier 2006.

« Les escroqueries et infractions économiques et financières en 2005 », Rapport annuel n° 2, INHES, mars 2006.

Rapport annuel 2007, novembre 2007, INHES/OND.

Retrouvez les chiffres détaillés sur le site internet de l'OND

www.ond.fr



de l'observatoire national de la délinquance

1^{er} rapport annuel (mars 2005)

2^e rapport annuel (mars 2006)

3^e rapport annuel (novembre 2007)

L'Observatoire national de la délinquance (OND) propose une vision synoptique des différentes informations disponibles sur la criminalité et la délinquance en 2006. Il s'agit notamment des statistiques sur les faits constatés par la police et la gendarmerie nationales, et des résultats d'enquêtes de victimation, qui sont menées par l'INSEE et l'OND auprès de la population. L'évolution des phénomènes de délinquance est abordée à travers ces deux sources principales et bien d'autres dans le cadre d'une approche dite « multi sources ».

Alliant contenu récurrent et articles inédits, comme la première publication des résultats de l'enquête de victimation 2007 sur les violences physiques ou sexuelles, y compris celles commises au sein des familles et dans le couple, le présent ouvrage a vocation à devenir le document de référence sur la mesure de la criminalité.

Ainsi, grâce à ce nouveau dispositif qui complète les sources statistiques, il est aujourd'hui possible de mieux appréhender la nature de différents phénomènes criminels qui échappaient jusqu'à maintenant à la connaissance.

L'Observatoire national de la délinquance considère que l'usage d'un chiffre unique n'a guère de sens et peut s'avérer trompeur. Seule une présentation détaillée par indicateurs, c'est-à-dire en distinguant les différentes formes de délinquance, peut permettre d'approcher la réalité au plus près. En s'appuyant sur des dispositifs pérennes et complémentaires, on peut analyser et comparer les différentes tendances. Le développement de tels dispositifs a été le cœur de l'action de l'OND depuis sa création en novembre 2003, date de l'installation de son conseil d'orientation indépendant.

Alain BAUER

Criminologue, Président du conseil d'orientation de l'observatoire national de la délinquance

observatoire.inhes@interieur.gouv.fr – www.inhes.interieur.gouv.fr

Édité par « CNRS éditions » et peut être commandé grâce à ce lien

www.cnrseditions.fr/ouvrage/5895.html